

PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

POUR LE SOCIALISME,
LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE
POUR L'INTERNATIONALE
OUVRIÈRE

poid84.fr



**Stéphane
GESLIN**

42 ans, enseignant, titulaire



**Marie-José
PRUNET**

63 ans, institutrice retraitée,
suppléante

Face au gouvernement capitaliste Macron, Pour le gouvernement ouvrier : Rupture avec l'Union Européenne et la Ve République !

- ▶ Pour l'abrogation de la loi Travail,
- ▶ Pour l'abrogation de la loi de Refondation de l'Ecole, pour la reconquête d'une Ecole qui instruit,
- ▶ Contre la guerre : retrait des troupes françaises à l'étranger,
- ▶ Pour la levée de l'Etat d'urgence qui menace les libertés démocratiques et les droits syndicaux
- ▶ Pour une Assemblée Constituante Souveraine,
- ▶ Pour un plan d'urgence répondant aux revendications des travailleurs, des jeunes, des retraités.

Débarassé du carcan des institutions antidémocratiques de l'Union Européenne et de la Ve République, un gouvernement ouvrier, un gouvernement qui tient son mandat du peuple et le respecte, pourra annuler la dette créée de toutes pièces depuis 1971, atteignant aujourd'hui les 2000 milliards d'euros. En 2017, le « service de la dette » est de 41,6 milliards d'euros dans un budget de l'Etat de 350 milliards ...

Ces milliards qui partent tous les jours dans le gouffre de la spéculation financière pourront être affectés aux besoins de l'immense majorité et aider à la réalisation effective d'un **plan d'urgence** :

● **Arrêt immédiat des fermetures de services hospitaliers, abrogation de la loi Touraine et des GHT (Groupements Hospitaliers de Territoires). Réouverture des lits et services en fonction des besoins.**

● **L'Enseignement public, l'Ecole de la République, doit avoir les moyens d'assumer ses missions d'instruction.** Arrêt des suppressions de postes et création des postes nécessaires. Tous les Fonds publics à l'Ecole publique. Abrogation de toutes les lois antilaïques (depuis la loi Debré de 1959). Abrogation de la contre réforme dite des rythmes scolaires, de celle du collège, des lois Sélection à l'Université.

● **Pour la création de logements sociaux** : ils doivent être en nombre suffisant et entretenus.

● **Augmentation générale des salaires et des retraites.**

● **Retour à la Sécurité Sociale de 1945** : financement par le salaire différé. Abrogation de la CSG et de la CRDS. Abrogation des mesures de taxation des Mutuelles. **De 1995 à 2016, les grands patrons ont bénéficié d'exonérations de cotisations sociales pour 445 milliards d'euros !** Suppression des « zones franches », secteur de déréglementation fiscale et sociale, comme celle d'Avignon. Sans ce pillage par des gouvernements de toutes couleurs politiques, pas de déficit de la Sécu. **Arrêter ce pillage permettrait de répondre aux nécessités en termes de santé et de prise en charge des handicapés.**

● **Abrogation de toutes les lois antisociales** contre la Sécurité Sociale, les retraites et pensions (ordonnances Balladur, plan Juppé, lois Fillon et Sarkozy-Woerth). **Retour aux 37,5 annuités** pour tous les travailleurs, du public et du privé, pour bénéficier d'une **retraite par répartition à taux plein**.

● **Interdiction des licenciements.** Il y a plus de 6,4 millions d'inscrits au Pôle Emploi dans le pays (dont plus de 66000 dans le Vaucluse, un des départements les plus pauvres et les plus touchés par le chômage).

● **Retour au monopole public des services de l'électricité, du gaz, de la Poste, de la SNCF.** Ces services de première nécessité doivent être accessibles à tous, et sur tout le territoire. **Maintien de tous les bureaux de Poste, dont celui du quartier Saint-Ruf d'Avignon !** Pour la baisse du prix des carburants, du gaz et de l'électricité.

● **Retour en régie publique des services de l'eau et de l'assainissement** : une loi doit autoriser les communes à rompre avant terme, sans indemnités, les contrats avec les entreprises privées.

● **Pour des centrales d'achat publiques et un contrôle des prix permettant aux paysans de vivre décemment de leur travail** et aux consommateurs de se nourrir correctement sans se ruiner.

● **Nationalisation du secteur bancaire et des assurances.**

v.u., le candidat

Votez, faites voter pour Stéphane GESLIN et Marie-José PRUNET, candidats du POID !

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V^e République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine de députés élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, nous opposons la nécessité d'abroger les traités, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron** d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, nous opposons la défense de l'indépendance des organisations syndicales.

» **À la politique de guerre**, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploiters**, des patrons et des gouvernants à leur service, nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, nous opposons la lutte de classe, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

